

Trois ans après son lancement, Mon espace santé a fait la moitié du chemin (Cnam/DNS)

Mots-clés : #établissements de santé #médico-social #soins de ville #protection sociale #assurance maladie #e-santé #Parlement #données de santé #patients-usagers #informatique #médecins #paramédicaux #libéraux #DNS

PARIS, 19 février 2025 (APMnews) - Trois ans après son lancement, Mon espace santé "est à mi-chemin d'une traversée titanesque", ont fait valoir la directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam), Marguerite Cazeneuve, et la déléguée au numérique en santé (DNS), Hela Ghariani, mercredi matin lors d'une audition devant la commission des affaires sociales du Sénat.

Hela Ghariani a rappelé que "Mon espace santé s'inscrit dans une histoire compliquée", héritée de 20 ans d'échecs du dossier médical personnel devenu dossier médical partagé (DMP), finalement intégré à Mon espace santé (cf [dépêche du 03/02/2022 à 17:43](#)).

Aujourd'hui, "plus d'un document de santé créé sur deux est versé dans le DMP", et 97% des assurés sociaux ont un espace de santé ouvert, a-t-elle souligné.

Si sa création est automatique, sauf opposition de l'utilisateur, le nombre de connexions au service permet de mieux prendre la mesure de son utilisation réelle. Chaque mois, environ 600.000 nouveaux utilisateurs l'activent, "soit l'équivalent de la ville de Lyon", a souligné la DNS.

Il compte 2 millions de visiteurs uniques par semaine, ce qui est "considérable", a fait valoir Marguerite Cazeneuve.

"Tous les mois, on verse quatre fois plus de documents dans Mon espace qu'en 20 ans de DMP", a comparé Hela Ghariani.

Si la grande majorité des documents sont ajoutés par les professionnels et établissements de santé, les usagers contribuent également. En 2024, sur 300 millions de documents, 20 millions avaient été ajoutés par les usagers, faisait valoir la Cnam dans un communiqué fin janvier (cf [dépêche du 07/10/2024 à 17:56](#)).

L'outil a bénéficié des financements du Ségur numérique, qui ont facilité le versement de documents par les professionnels de santé. Des incitations financières à l'usage ont été créées, notamment dans la convention médicale (cf [dépêche du 04/06/2024 à 18:21](#)) et le programme SUN-ES (Ségur usage numérique en établissements de santé) (cf [dépêche du 10/12/2024 à 17:50](#)).

La loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2025, adoptée définitivement lundi soir au Sénat, inclut une disposition visant à inciter désormais financièrement les professionnels et les établissements de santé à l'utilisation du DMP, rappelle-t-on (cf [dépêche du 18/02/2025 à 12:42](#)).

Interrogées par les sénateurs, les responsables ont mis en avant les progrès réalisés dans les cinq dernières années et la vitesse à laquelle ils ont été réalisés, tout en concédant qu'il reste des progrès à faire, notamment dans les établissements de santé et médico-sociaux.

"Il y a deux chantiers majeurs dans les années qui viennent: aller chercher l'autre moitié des documents [qui n'atterrit pas dans Mon espace santé] et faciliter l'accès à l'information des professionnels de santé", a résumé Hela Ghariani.

Des travaux sont sur le point de débiter pour intégrer la consultation des documents de Mon espace santé aux logiciels métier des médecins de ville, a-t-elle indiqué.

"Il faudra encore deux ans pour passer à l'échelle et avoir un impact significatif" sur le système de santé, "notamment sur les prescriptions inutiles et redondantes", a estimé la DNS en réponse à une question des élus.

Interrogée sur l'échéance de complétude de Mon espace santé, Marguerite Cazeneuve a estimé qu'il est impossible de donner une échéance, car "l'extension du domaine de la récupération des données de santé peut s'étendre à l'infini", citant en exemple les données collectées par les applications et objets connectés "pour lesquelles il n'existe pas de cadre en ce sens".

"On a fait la moitié du chemin sur le cœur du réacteur", mais il en reste à faire pour les établissements de santé, le médico-social et les paramédicaux, a-t-elle souligné.

Enfin, interpellée sur la création par Doctolib d'un service présentant des similarités avec Mon espace santé, Marguerite Cazeneuve a souligné que ce dernier "est un service public souverain et pérenne", et que les exigences des pouvoirs publics vis-à-vis de Doctolib "sont les mêmes que pour les autres acteurs du numérique: tous les documents qui transitent par Doctolib doivent aller dans le DMP" (cf [dépêche du 05/12/2024 à 18:02](#)).

"Il ne peut pas y avoir de documents qui n'alimentent pas Mon espace santé" créés par les entreprises du numérique, qu'il s'agisse de thérapies numériques ou de service de prise de rendez-vous. "On aura peut-être besoin d'une gouvernance un peu différente ou d'évolutions législatives", mais Mon espace santé doit demeurer le pivot numérique du système de santé.

lc/ab/APMnews

[LC6SRXP5A]

POLSAN - ETABLISSEMENTS

Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.

©1989-2025 APM International -

<https://www.apmnews.com/depeche/154881/420393/trois-ans-apres-son-lancement%2C-mon-espace-sante-a-fait-la-moitie-du-chemin-%28cnam-dns%29&usid=154881>